



## Parcoursup : selon l'origine sociale des lycéens, une orientation à armes inégales

La plate-forme nationale d'inscription dans l'enseignement supérieur a ouvert ses portes mercredi 18 janvier. Si elle offre un large accès à l'information pour tous les candidats, les élèves sont loin d'être sur un pied d'égalité. Des séances de discussion sur l'orientation ont été organisées au lycée de Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire), le 9 janvier 2023. MATHIEU FARCY / SIGNATURES POUR « LE MONDE »

« Avec un baccalauréat délivré massivement, le vrai enjeu de la terminale est de “réussir son Parcoursup”. » Pour les sociologues Cédric Huguée et Tristan Poullaouec, coauteurs de *L'université qui vient*. Un nouveau régime de sélection scolaire (Raisons d'Agir, 2022), la plate-forme nationale relève d'une « emprise du tri ». Le processus s'impose très tôt : dès la classe de 1 re « les lycéens ont intégré qu'ils doivent se comporter en candidats, qu'ils vont être sélectionnés et passés dans une moulinette loin d'être uniforme sur le territoire ».

Depuis le mercredi 18 janvier, les élèves peuvent formuler librement leurs vœux sur Parcoursup. En apparence. Car leurs choix d'études postbac sont conditionnés par plusieurs facteurs, notamment leur origine sociale. « Le ministère de l'enseignement supérieur postule que les élèves optent pour une orientation rationnelle, qu'ils prennent en considération leurs notes, les taux de réussite dans les différentes filières pour déterminer le type d'études qui leur correspond », explique Leïla Frouillou, sociologue et maîtresse de conférences à l'université Paris-Nanterre. En réalité, l'orientation est un phénomène complexe impliquant non seulement des arbitrages conscients des candidats et candidates, mais aussi des éléments inconscients. »

Les vœux postbac n'émergent pas en terminale. Les aspirations scolaires s'affinent au cours des années collège et lycée, à force de conseils d'enseignants, de psychologues de l'éducation nationale, de la fréquentation de salons d'orientation, sans oublier le rôle de la famille, plus prégnant dans les classes sociales les plus aisées.

« Autoélimination » des classes populaires

Les prérequis indiqués par les formations sur leur fiche Parcoursup sont plus ou moins pris en compte par les élèves. Dans ses travaux sur la fin de l'année de 3 e , le sociologue Ugo Palheta montre que « l'autoélimination » des classes populaires va de pair avec une autopromotion des classes dominantes. C'est aussi le cas en terminale : à dossier scolaire moyen, ces dernières vont se sentir plus légitimes à postuler dans certaines filières, en classe préparatoire par exemple, confirme Leïla Frouillou.

« Il y a encore beaucoup d'inégalités par rapport au numérique, à l'accès et à l'interprétation des données sur la plate-forme. » Cédric Huguée, chercheur en sociologie au CNRS

D'autant que l'offre des formations est aussi riche que complexe : difficile de s'y retrouver dans la jungle des filières. Le ministère insiste sur le fait que Parcoursup donne accès aux mêmes informations à tout le monde, mais « il se fait plus discret sur le service public d'orientation qui se dégrade, entre baisse des budgets des centres d'information et d'orientation (CIO) et du nombre de postes de psychologues de l'éducation nationale », souligne Cédric Huguée, chercheur en sociologie au CNRS. Or, il y a encore beaucoup d'inégalités par rapport au numérique, à l'accès et à l'interprétation des données que l'on peut trouver sur la plate-forme. Un accompagnement personnalisé est nécessaire ». Tout le monde est donc égal face au stress de Parcoursup, mais pas devant les possibilités d'y répondre, les familles plus aisées pouvant avoir recours à du coaching privé.

Outre le capital culturel familial, les choix d'orientation des jeunes des milieux populaires restent étroitement liés à leurs moyens financiers. « L'emplacement de la formation est un élément fondamental : ils ouvrent Google Maps et regardent la distance jusqu'à leur domicile », observe Agnès van Zanten, sociologue de l'éducation. Les formations les plus éloignées sont éliminées d'office par les familles n'ayant pas les moyens de supporter le coût d'un logement étudiant ou des frais de transport.

Selon Cédric Huguée, « l'aide moyenne fournie par les parents à leur enfant étudiant est de 5 200 euros par an » mais cache de grandes disparités. « Cette somme est hors de portée des familles d'ouvriers ou d'employés ! Leur contribution au budget étudiant reste ponctuelle », poursuit-il. « Pour ces familles, entendre un discours tel que “Soyez audacieux, postulez dans une grande école !” est d'une grande violence, car elles n'en ont pas les moyens financiers et les bourses sont insuffisantes », renchérit Tristan Poullaouec, maître de conférences à l'université de





Nantes.

#### Principe d'adéquationnisme

La constitution du dossier de candidature constitue un autre facteur discriminant. « L'orientation "active" voulue par le ministère met l'élève en position "d'auto-entreprise de soi" », affirme Marion Valarcher, doctorante en sociologie au Centre de recherche sur les inégalités sociales (CRIS), qui étudie les motivations des candidats. « On force les jeunes à écrire des projets de formation motivés pour les faire se sentir acteurs de leur orientation, mais "savoir se vendre" est socialement assez inégal », dénonce Leïla Frouillou.

« Il devient compliqué de faire des choix "non rationnels" : le système brise les rêves. » Leïla Frouillou, sociologue

En fonction du type de bac préparé, les élèves n'avancent pas les mêmes raisons pour justifier leurs vœux. « Les bacheliers généraux, où l'on retrouve la majorité des élèves de milieux favorisés, mettent davantage en avant leur intérêt pour une discipline, tandis que du côté des bacs technologiques et professionnels, on choisit plus souvent une filière parce qu'elle est adaptée à sa série du bac », détaille Marion Valarcher.

« La rupture avec le système précédent, Admission Post-Bac (APB), c'est que l'aspiration des élèves est régulée plus fortement dans Parcoursup, analyse Leïla Frouillou. Pour faire ses choix dans APB, il suffisait de cliquer sur la formation "non sélective" quitte à se dire "Allez, je tente, même si je ne l'aurai jamais !" Avec Parcoursup, qui a introduit la fiche Avenir [avec un avis favorable ou non de l'équipe pédagogique] tamponnée par le lycée, il devient compliqué de faire des choix "non rationnels" : le système brise les rêves. »

Le principe politiquement recherché est celui de l'adéquationnisme : l'élève doit viser ce qui lui correspond, en fonction de ses notes. « On est dans une reproduction sociale parfaite, ce qui est un problème, décrypte la sociologue. En réalité, la réussite se construit aussi par petites étapes, avec un "effet cliquet" Même si on n'est pas excellent au départ, plus on y arrive, plus on est bon. Certains étudiants qui ont eu le bac au rattrapage réussissent bien à l'université et arrivent jusqu'en master 2. »

#### Quotas de boursiers

Néanmoins, Parcoursup introduit un correctif avec la priorité donnée aux boursiers. Des quotas sont fixés de concert par la formation et le rectorat : la proportion d'admis boursiers doit être au moins supérieure de 2 % au pourcentage de candidats boursiers. Selon Agnès van Zanten, « pour les études de santé d'une université parisienne, beaucoup de boursiers remontent dans le classement une fois que l'on applique le quota ». En cela, Parcoursup peut constituer un outil de compensation des inégalités. Mais il ne va pas assez loin. « Si les commissions pédagogiques souhaitaient plus de diversité sociale, elles pourraient elles-mêmes faire remonter les dossiers des candidats boursiers, sans parler de diversité scolaire », glisse Leïla Frouillou.

Pour Agnès van Zanten, un autre argument en faveur de Parcoursup réside dans la richesse de son offre de formations : « Cela a ouvert le champ des possibles aux jeunes : ils découvrent des filières qu'ils ne connaissaient pas. » Certaines formations, comme Sciences Po Paris, ont ainsi vu doubler leur nombre de candidats après avoir rejoint le portail national.

Force est de constater que les élèves socialement défavorisés se retrouvent en majorité sur les bancs de la fac : « Pour 100 étudiants d'origine populaire, seuls 20 sont en BTS, alors qu'on en trouve 75 à l'université », atteste Tristan Poullaouec.

#### Grandes écoles toujours sélectives

Les grandes écoles se sont mobilisées pour garder leur pré carré : au début des années 2000, pour éviter qu'on leur impose des quotas nationaux par type de bac, elles ont mis en place des dispositifs locaux d'aménagement pour permettre aux élèves moins favorisés socialement d'accéder à leurs formations. Avec un succès relatif : « En réalité, elles vont simplement chercher les meilleurs bacheliers des milieux populaires et les détournent de l'université », regrette Tristan Poullaouec.

C'est ce que rapporte aussi la sociologue Annabelle Allouch dans son essai *Les Nouvelles Portes des grandes écoles* (PUF, 2022) : « Les dispositifs d'ouverture sociale des grandes écoles sont efficaces seulement pour celles et ceux qui sont sélectionnés, mais cela ne crée pas d'effet de masse. Elles restent socialement sélectives, que ce soit par les frais de scolarité ou la sélection scolaire : la plupart des admis ont une mention "très bien" au bac, ce qui est corrélé à la situation sociale. »

Enfin, les candidats ne sont pas tous égaux face à l'attente générée par Parcoursup, là aussi pour une question





matérielle. « Proportionnellement, les plus concernés par l'attente sont issus de milieux modestes. Sans proposition d'admission en juillet, il devient plus compliqué de s'organiser », observe Mathieu Rossignol-Brunet, doctorant en sociologie au Certop, à l'université Toulouse-Jean-Jaurès.

Parcoursup se révèle décourageant pour les jeunes qui n'ont aucune réponse positive, majoritairement des bacs pros : des commissions d'accès à l'enseignement supérieur (CAES) leur proposent des places dans les formations qui n'ont pas fait le plein. Une partie de ces candidats quittent la plate-forme en cours de route et se tournent vers les écoles privées qui recrutent hors Parcoursup. « Elles sont souvent peu sélectives sur le plan scolaire, et, même si elles sont chères, les jeunes des petites classes moyennes se laissent influencer par le discours que tiennent ces écoles sur la possibilité de prêts, de l'apprentissage ou de la professionnalisation qu'ils ne trouveront pas à l'université », complète Agnès van Zanten.

Bien que souvent décriée, à juste titre sur certains points, la plate-forme nationale ne peut être accusée de tous les maux. « Il faut distinguer ce qui relève de la logique de l'algorithme et ce qui tient aux établissements d'enseignement supérieur et à leur stratégie de recrutement », conclut Agnès van Zanten.

